



Pierre Villeneuve

Of counsel Cabinet Goutal, Alibert et associés, Paris

Professeur associé à l'EHESP, depuis 2015

Département Droit pénal de l'action publique

Domaines d'expertise

- **Droit des collectivités territoriales et de l'intercommunalité**
- **Prévention et gestion des risques, compliance et déontologie**
- **Déontologie et laïcité fonction publique**

Formation

Doctorat en droit public

DEA Droit pénal et sciences criminelles (major)

DESS Droit des assurances (major)

DESS Droit de la santé (major)

Expérience professionnelle

Près de 22 ans d'expérience professionnelle

Recruté après une longue carrière dans la fonction publique (FPE/FPH/FPT), Pierre Villeneuve a intégré le cabinet Goutal, Alibert et associés en qualité d'of counsel. Au sein de la fonction publique, il a occupé les postes de directeur adjoint des affaires juridiques aux hôpitaux de Paris (AP-HP) puis de directeur des affaires juridiques et de la commande publique au Conseil régional de Bretagne. Il a également occupé auprès du préfet de région Bretagne, le poste de Directeur régional des achats pendant six ans. Il est lauréat Décideurs achats 2021

Exemples de dossiers récemment traités :

- Assistance de plusieurs Conseils départementaux pour la mise en place d'une cartographie des risques, formation des agents/élus et d'un code de conduite
- Assistance pour un Conseil régional, code de conduite, prévention des risques juridiques, formation des élus
- Mission de formation et d'accompagnement d'un CHU par suite d'un contrôle de l'AFA : formation, élaboration d'une cartographie des risques et d'un code de conduite
- Mission de formation et d'accompagnement de plusieurs métropoles ou EPCI (sensibilisation et formation des élus, formation des agents) cartographie des risques et analyse des tiers

Formations dispensées et publications récentes (sélection)

- Chargé de cours Sciences-Po Rennes
- Intervenant CNFPT
 - P. Villeneuve, Transparence de la vie publique et prévention des conflits d'intérêts, à propos des lois du 11 octobre 2013 JCPA 2014, 2017.
 - P. Villeneuve, Transparence de la vie publique et prévention des conflits d'intérêts, mode d'emploi à l'usage des élus locaux, AJCT 2014, p 152.
 - P. Villeneuve, Loi « déontologie » : la fonction de déontologue, mode d'emploi à l'usage des collectivités territoriales, AJCT 2016, p 307

AR Prefecture

006-210600441-20230630-30_06_2023_14-DE
Reçu le 06/07/2023

- P. Villeneuve, Transparence de la décision publique et lutte contre la corruption, JCPA 2017, 2027
- P. Villeneuve, Déclaration d'intérêts et de situation patrimoniale : mode d'emploi pour les agents publics, JCPA 2017, 2085.
- P. Villeneuve, Loi Sapin 2, collectivités territoriales et lutte contre la corruption : le traitement des alertes éthiques, Dr Adm 2017, prat 1.
- P. Villeneuve, Le référent déontologue, une nouvelle figure pour la fonction publique, JCPA 2017, 2155.
- P. Villeneuve, Les lois pour la confiance dans la vie politique, l'esprit et la lettre, à propos des lois organique et ordinaire du 15 sept 2017, JCPA 2017, 2276
- P. Villeneuve, Autour des mots, moralisation, confiance, transparence, exemplarité, AJCT 2017, p 596.
- P. Villeneuve, Nouvelles obligations, nouvelles contraintes, nouvel impératif pour les élus locaux, AJCT 2017, p 612.
- P. Villeneuve, Régime du lanceur d'alerte dans la fonction publique, d'utiles précisions, JCPA 2018, 2256
- P. Villeneuve et W. Feugère, De l'impératif de prévention à la nécessaire compliance en matière d'achats publics, AJCT 2020, p 514.
- P. Villeneuve, Protection des lanceurs d'alerte et création de l'inspection générale de la protection des lanceuses et lanceurs d'alerte : une ambition et des promesses, JCPA 2020, 2056.
- P. Villeneuve, Du bon usage des chartes de déontologie des élus locaux, défense et illustration d'une culture déontologique en devenir, JCPA 2020, 2307 ;
- P. Villeneuve, Du bon usage de la cartographie des risques d'atteinte à la probité pour les élus locaux, JCPA 2021, 2156.
- P. Villeneuve, La protection des lanceurs d'alerte dans la fonction publique, un régime à parfaire, JCPA 2021, 2369.
- P. Villeneuve, Régime juridique du lanceur d'alerte dans la fonction publique, Lexis 360, fev 2023
- P. Villeneuve, Mettre en place une cartographie des risques, Lexis 360, fev 2023
- P. Villeneuve, Mettre en place le référent alerte éthique dans la fonction publique, Lexis 360, fev 2023..